BACHAR EN SAUVEUR SUPRÊME AUX NATIONS-UNIES ET EN UNION EUROPÉENNE

L'Orient le jour

Aux Nations-Unies, les chefs d'Etat montent, l'un après l'autre, au créneau (l'Algérie n'est pas présente à ce niveau pour cause de maladies institutionnelles graves).

De notre bureau de Bruxelles, Azouz Mokhtari

Photos : DR

La question Bachar est omniprésente et un consensus se dessine. Les membres permanents du Conseil de sécurité admettent, tous, que la mère des batailles est à livrer contre Daesh et les groupes terroristes qui gravitent autour. Les réticences françaises, quant à une soi-disant mise hors d'état du Président syrien est destinée à la consommation interne, pas plus. La vérité est que le Président Hollande a, déjà, lâché prise en l'affaire. Son discours à la tribune de New York l'indique clairement.

Le locataire de l'Elysée ne refuse plus, comme c'était le cas auparavant, à Al Assad le droit d'être du processus du dialogue inter-syrien — tout, de même ! —. Il dit, aujourd'hui, que Bachar ne peut pas être la solution, c'est tout. Si en diplomatie, cette sentence peut avoir un sens, en politique et en géostratégie, elle signifie Paris isolé, Paris lâché, Paris sous pression, cherche à s'extirper du piège dans lequel il s'est pris. Obama, cruel, remue le couteau dans la plaie en clamant haut et fort que Washington discutera avec la Russie et l'Iran de la question syrienne.

Tout le monde sait, en définitive, pourtant que Damas, Moscou, Téhéran et Washington sont en parfaite coordination dans la lutte contre Daesh et que les renseignements — certains pas tous — sur lesquels travaille l'espionnage américain sont fournis, directement, par les moukhabarate damascènes. Les USA ne veulent pas guerroyer en Syrie et depuis l'accord avec l'Iran sur le nucléaire, cette option semble irréversible.

Le puissant lobby pétrolier et le complexe militaro-industriel des «States» privilégient les affaires plus que l'expédition punitive dans cette partie du monde.

Cette réorientation de la doctrine américaine se base, aussi, sur l'inquiétude de la CIA de voir complètement l'Iran, la Syrie, voire l'Irak et la Jordanie basculer du côté de la Russie si l'intransigeance face à Bachar persistait. Du reste, ce n'est pas nouveau aux USA qui ont habitué le monde à des changements brusques et des ajustement cruels. Les Américains voient le reste de l'univers à travers leurs propres intérêts et non pas par d'autres lectures. Ça semble être le cas, encore une fois. Les «permanents» qui détiennent le droit de veto sont donc quatre à ne pas exiger le départ de Bachar (USA, Russie, Royaume-Uni et Chine). Ces deux derniers l'ont affirmé avant même les discours de leurs chefs, le Président chinois et le Premier ministre britannique.

Il ne reste à la France que de tenter de transformer un camouflet diplomatique en victoire... morale ! C'est la voie empruntée puisque l'Elysée a fait savoir qu'il n'opposerait son veto à une résolution sur la Syrie que s'il y a «crimes contre l'humanité» dans la période de transition commis par le régime. Rien à décrypter si ce n'est que la France rentre dans le rang. Elle le fait d'autant plus qu'au sein de l'Union européenne, la position française sur la question n'est prise en compte par aucun Etat. L'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la Suède, l'Espagne, l'Italie et les ex-Est et ex-Balkans n'ont aucun mal à justifier, en politique et en droit, la recherche de solutions avec Bachar Al Assad. C'est bien ainsi.

A. M.

Les Émirats cherchent à réduire les abus contre les travailleurs étrangers

Les Emirats arabes unis ont annoncé hier des réformes sociales destinées à mieux protéger les travailleurs étrangers, en réponse à de nombreuses critiques sur les abus liés aux conditions d'emploi de cette main-d'œuvre bon marché.

Ces millions de travailleurs étrangers, notamment asiatiques, sont régis par le système dit de la «kafala» («parrainage» en arabe), qui les place à la merci d'employeurs en position de les empêcher de quitter le pays ou de changer d'emploi.

Les réformes annoncées hier entreront en vigueur le 1er janvier 2016, a précisé le ministre du Travail Saqr Ghobash lors d'une conférence de presse à Abou Dhabi. Elles sont, selon lui, destinées à réduire les nombreux aspects négatifs du système.

Une de ces dispositions permettra à un travailleur de mettre lui-même fin à son contrat et de changer d'employeur.

Par ailleurs, tout travailleur devra dorénavant disposer d'une offre d'emploi écrite dans sa langue maternelle, ainsi que d'un contrat légal dûment enregistré, dont les termes ne pourront pas être changés après l'arrivée du travailleur aux Emirats. Le processus contractuel doit être «totalement transparent» et fondé sur «le consentement informé du travailleur et de l'employeur», souligne le texte.

Il précise que le document, une fois signé, doit être enregistré auprès du ministère du Travail avec la demande du permis de travail.

Les étrangers très nombreux

«Une partie ne pourra pas contrôler l'autre de manière déloyale», a assuré le ministre. «Nous voulons fermer la porte à ceux qui dupent le travailleur.» L'offre d'emploi unifiée inclura une clause interdisant à l'employeur de confisquer les papiers d'identité de l'employé, a assuré M. Ghobash.

Une autre disposition permettra à un travailleur ayant rompu son contrat d'accepter un «emploi chez un nouvel employeur» après l'autorisation du ministère du Travail.

Evoquant les «critiques» associées au système de la «kafala», le ministre a affirmé que les autorités émiraties allaient «s'assurer que ces pratiques n'existent plus».

Ces nouvelles dispositions ne concernent cependant pas les employés de maison qui dépendent du ministère de l'Intérieur.

Quelque 4,5 millions de travailleurs étrangers, dont de nombreux venus du sous-continent indien, sont enregistrés auprès du ministère du Travail qui emploie 500 inspecteurs chargés de faire respecter la loi.

Le nombre de ces travailleurs dépasse de très loin celui de la population émiratie qui représente à peine 10% des dix millions de personnes vivant dans la fédération.

Voisin des Emirats, le Qatar a fait une série d'annonces cette année concernant son intention de modifier la législation du travail pour limiter les abus dont sont victimes les ouvriers sur les chantiers de la future Coupe du monde de football qu'il accueillera en 2022.

A l'étranger, des syndicats et des organisations de défense des droits de l'Homme s'inquiètent régulièrement des conditions des travailleurs étrangers dans le Golfe, notamment au sujet des logements insalubres, des bas salaires et des passeports confisqués.

Les grèves et les manifestations sont rarissimes dans le Golfe où les autorités réprimment sévèrement toute contestation.

BURKINA

L'aéroport de Ouagadougou fermé jusqu'à nouvel ordre

L'aéroport de Ouagadougou a été fermé hier jusqu'à nouvel ordre dans le cadre du déploiement de l'armée burkinabè autour de la caserne du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), auteur du putsch avorté du 17 septembre, a-t-on appris de source aéroportuaire.

Tous les vols au départ et à l'arrivée ont été annulés, a affirmé cette source, dont un vol d'Air France qui devait arriver et repartir hier.

Mardi matin, l'armée a quadrillé toute la zone autour de la caserne Naaba Koom II du RSP, plaçant véhicules blindés, pick-up et hommes armés de mitrailleuses et de RPG aux carrefours, a constaté un journaliste de l'AFP. Perpétré le 17 septembre par le RSP, ancienne garde prétorienne de l'ex-président Blaise Compaoré, chassé par la rue en 2014 après 27 ans au pouvoir, le putsch a échoué une semaine plus tard.

Après une semaine de manifestations dans le pays et la médiation de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'armée «loyaliste», sous l'impulsion de jeunes officiers, a convergé vers la capitale lundi dernier, forçant le RSP à renoncer à son projet.

Le gouvernement réinstallé a ordonné la dissolution de ce corps d'élite de 1 300 hommes, réclamée à plusieurs reprises par la société civile de ce pays sahélien de 17 millions d'habitants, à l'histoire jalonnée de coups d'Etat militaires depuis son indépendance en 1960. Les violences liées au coup d'Etat ont fait 10 morts et plus de 100 blessés parmi les manifestants anti-putschistes.